MINISTERE DES ARMEES

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Paris, le 11 septembre 2019

Dix ans de l'IRSEM (2009-2019)

Discours du directeur de l'IRSEM, M. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

11 septembre 2019, amphithéâtre Des Vallières, École militaire, Paris

Madame la ministre,
Madame la directrice générale,
Mesdames et messieurs les officiers généraux,
Mesdames et messieurs,

Nous sommes heureux de vous accueillir aujourd'hui pour les dix ans de l'IRSEM, un anniversaire, une fête de famille, que vous nous avez fait l'honneur d'ouvrir, madame la ministre et, au nom de toute l'équipe présente dans la salle, nous en sommes particulièrement touchés et reconnaissants. Votre présence est un signal fort de l'importance que vous accordez à la recherche stratégique – comme en témoignent les initiatives, nombreuses et diversifiées, que ce ministère a prises dans ce domaine depuis plusieurs années.

La DGRIS est la tête de pont de cette ambition et nous sommes également honorés de la présence de sa directrice générale, Mme Alice Guitton, que je remercie bien sincèrement. Comme vous le savez, l'IRSEM est rattaché à la DGRIS, et nos relations n'ont cessé de s'intensifier. Le lien se fait par la direction Stratégie de défense, prospective et contre-prolifération (DSPC) de Guillaume Schlumberger, son adjoint Étienne de Durand et Nicolas Bronard, qui sont présents aujourd'hui – Étienne participera à la seconde table ronde et je l'en remercie chaleureusement.

Je n'oublie pas non plus que l'IRSEM à ses débuts était rattaché à l'EMA, avec qui nous entretenons toujours des relations privilégiées, via notamment l'ESMG, et qu'aujourd'hui encore l'une de nos missions est de contribuer à l'enseignement militaire supérieur. De ce point de vue la présence du général Vigilant, adjoint du directeur de la DEMS, a également une signification particulière. Merci mon général.

Enfin, je tiens à saluer la présence dans la salle de nombreux anciens de l'IRSEM, dont des fondateurs et deux des précédents secrétaires généraux, l'amiral Morel et la contrôleuse générale des armées Quiot. Si l'IRSEM s'est beaucoup transformé dans les dernières années, rien n'aurait été possible sans le travail accompli par les directeurs précédents, le professeur Charillon, ancien directeur entre 2009 et 2015, et les professeurs Ramel et Balzacq, qui ont été les premiers directeurs scientifiques. Dès sa naissance, l'IRSEM a joué un rôle décisif dans le soutien, financier et académique, aux jeunes chercheurs. Nous tâchons aujourd'hui d'être à la hauteur de cette ambition initiale.

De ce point de vue, la mémoire de l'institution est importante. Dix ans, c'est court, mais la famille des anciens de l'IRSEM compte déjà une centaine de membres, que nous souhaitons réunir au moins une fois par an.

Revenons aux origines. L'IRSEM a été inauguré par le ministre Hervé Morin le 6 octobre 2009, mais l'équipe travaillait déjà depuis plusieurs mois. La mise en place de l'IRSEM a été graduelle, et résultait de la volonté de fusionner quatre centres de recherche du ministère de la Défense, qui existaient depuis parfois des décennies : le Centre d'études en sciences sociales de la défense (C2SD), le Centre d'études d'histoire de la défense (CEHD), le Centre d'études et de recherches de l'enseignement militaire supérieur (CEREMS) et la partie recherche du Centre des hautes études de l'armement (CHEAr), sa partie formation étant devenue la session Armement et économie de défense de l'IHEDN.

Il s'agissait donc clairement de consolider les efforts du ministère en la matière, de façon interdisciplinaire, en réunissant des sociologues, des historiens, des politistes, des ingénieurs et d'autres encore, pour créer un institut unique et ambitieux. Et ce n'était en réalité qu'une pièce dans un écosystème complexe puisqu'en 2009 également, en même temps que l'IRSEM, ont été créés le pôle prospective de la DAS, ancêtre de la DGRIS, le Centre de documentation de l'École militaire (CDEM), inauguré le même jour que l'IRSEM, et l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (l'INHESJ), inauguré par le Premier ministre quelques jours plus tard.

Toutes ces institutions qui composent, avec d'autres, le pôle de l'École militaire, sont nées en même temps. Elles sont sœurs et voisines. Cette origine, il nous faut toujours la garder en mémoire. Elle doit nous inciter à monter des projets communs et à nous voir régulièrement pour agir ensemble au service de la France.

L'École militaire a des ressources considérables qui pourraient être mieux exploitées, mieux intégrées. C'est la vieille idée de faire un véritable « campus Défense ». Idée magnifique et ambitieuse, car le site a de nombreux atouts : une densité inégalée de chercheurs civils et militaires, une offre diversifiée de formations, au cœur de Paris, dans un site historique exceptionnel, au pied de la tour Eiffel. L'École militaire pourrait être un instrument puissant de *soft power*.

Rêvons un peu… à un campus Défense ou, mieux, à une université de défense nationale, intégrant la recherche et la formation des civils comme des militaires, et capable de délivrer des diplômes universitaires reconnus par l'État.

Cet enjeu de clarification n'est pas qu'un défi français : la recherche stratégique est l'un des moyens de construire cette fameuse culture stratégique commune qui doit servir de ciment à la défense européenne. Or comment nos institutions pourraient-elles converger avec celles

d'autres pays si, au niveau national, et même sur un seul site, elles sont déjà trop ensilotées ? L'intégration nationale est un préalable à l'intégration européenne.

Mais revenons à l'IRSEM. À sa création en 2009 le ministre d'alors lui avait fixé plusieurs objectifs, censés corriger certaines lacunes de la pensée stratégique française, dont un manque de visibilité à l'international, de production en anglais, et une difficulté à retenir nos chercheurs, formés en France mais souvent recrutés à l'étranger.

Sur tous ces points, l'IRSEM a joué son rôle et a progressé : nous sommes plus visibles, plus présents à l'étranger (nos chercheurs font une centaine de missions par an partout dans le monde), nous publions en anglais (quasiment la moitié de notre production) et nous sommes attractifs, au point non seulement de retenir les jeunes chercheurs, mais aussi d'en prendre à l'étranger (durant les dernières années, nous avons recruté des chercheurs qui étaient en poste au Royaume-Uni, en Colombie, en Allemagne et au Canada par exemple).

Sur un autre objectif, en revanche, qui était fixé à l'IRSEM à son origine, il faut reconnaître qu'aucun progrès n'a été fait. En 2009, le ministre souhaitait « faire de l'IRSEM le pilier d'une école doctorale de dimension européenne, consacrée à l'étude des conflits et des relations internationales ». Cette école doctorale n'existe toujours pas.

Un siècle après la création du premier département de relations internationales à Aberystwyth au Pays de Galles en 1919, la France n'a toujours pas de département de relations internationales. Un demi-siècle après la création du premier département de *War Studies* au King's College de Londres, elle n'a toujours pas de département de *War Studies*.

Pourquoi ? Pour un ensemble de raisons qu'il n'est pas inutile de rappeler. En France, le champ a longtemps souffert de deux maux : la marginalisation et la fragmentation.

La marginalisation est due à plusieurs facteurs, dont la persistance d'un certain antimilitarisme de l'université française, en voie de disparition mais qui a encore quelques spasmes ; et le fait que travailler sur la guerre implique – en tout cas pour ceux qui veulent le faire sérieusement – d'échanger avec les politiques qui la décident et les militaires qui la conduisent – ce qui n'est pas toujours bien compris, certains estimant que cette posture menace l'indépendance de la recherche.

Les chercheurs en études sur la guerre souffrent souvent d'une présomption d'illégitimité scientifique : perçus comme des « experts », voire des « conseillers du Prince » lorsqu'ils ont la mauvaise idée de donner à leur recherche une forme digeste pour le décideur, ils doivent sans cesse prouver la scientificité de leur travail.

Quant à la fragmentation du champ, elle est d'abord disciplinaire, puisqu'en France les sciences « phares » qui étudient la guerre, comme l'histoire, le droit, la science politique ou la géographie, défendent leur pré carré et ne dialoguent que très peu, alors que les études sur la guerre sont fondées sur la pluridisciplinarité.

La fragmentation est aussi institutionnelle : on réfléchit sur les conflits armés à de nombreux endroits – dans les universités, les instituts de recherche, les think tanks, au sein des ministères et même dans les grandes entreprises – mais généralement pas ensemble. Chacun reste dans son monde.

Depuis quelques années cependant, la donne a changé pour au moins trois raisons. Premièrement, le renouvellement générationnel. Les bourses doctorales du ministère des Armées ont contribué à faire émerger des jeunes chercheurs, dont certains occupent aujourd'hui des postes importants.

Il n'est d'ailleurs pas anodin que l'actuel directeur scientifique de l'IRSEM, le professeur Jean-Vincent Holeindre, qui animera tout à l'heure la seconde table ronde, soit lui-même un ancien boursier du ministère et qu'il ait, il y a dix ans, participé à l'inauguration de l'IRSEM en tant que doctorant. Il est l'une des preuves vivantes que l'investissement ministériel dans ce que nous appelons la relève stratégique, les jeunes chercheurs, fonctionne et produit des résultats. Il y en a d'autres, dont certains interviendront tout à l'heure, comme Delphine Allès, Olivier Chopin, Delphine Dutard et Alexandra de Hoop Scheffer, dont les thèses ont également été financées.

Une partie de ces jeunes chercheurs français sont allés se former à l'étranger dans les pays où les *War Studies* sont prises au sérieux. Ceux d'entre eux qui reviennent (ce qui n'est pas le cas de tous) contribuent à importer cette mentalité en France.

Nous nous efforçons d'intégrer ces jeunes chercheurs le mieux possible. En 2017, par exemple, nous avions réuni une cinquantaine d'entre eux pour contribuer à la préparation de la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, que le président de la République avait demandée à la ministre des Armées, et l'utilité de leur contribution a été reconnue dans la *Revue stratégique* elle-même.

Deuxièmement, il faut insister sur le rôle du ministère des Armées. Jamais la recherche stratégique n'aura été autant promue qu'au cours des dernières années. Cette volonté ministérielle, mise en œuvre par la DGRIS, s'incarne dans un Pacte enseignement supérieur qui, en plus des allocations doctorales et postdoctorales déjà fournies, prévoit le financement de plusieurs centres d'excellence à l'université. L'un des intérêts de cette mesure est d'accroître l'employabilité des jeunes chercheurs en incitant les universités à créer des postes.

Troisièmement, il y a aussi l'espoir d'une fécondation croisée entre militaires et chercheurs : de plus en plus de chercheurs civils s'engagent dans la réserve opérationnelle ou citoyenne ; et réciproquement nous constatons que de plus en plus de militaires de carrière entreprennent un doctorat.

Les efforts consentis pour développer les études sur la guerre en France ces dernières années sont sans précédent, mais les difficultés sont telles que l'on ne pourra pas faire l'économie d'une approche globale : ce sont les mentalités qu'il faut changer, de l'intérieur des milieux académiques et militaires.

Dans les milieux académiques, le défi principal est l'interdisciplinarité. La profusion actuelle de formations, souvent de niveau master, sur les questions de défense et de sécurité dans les universités françaises ne change pas le fait qu'elles sont toujours perçues comme des spécialités offertes au sein d'un département disciplinaire, le plus souvent la science politique, l'histoire ou le droit : elles manquent alors l'idée première des études sur la guerre, qui est précisément de s'émanciper des disciplines – ce qui ne pourra être accompli que par la création de départements de *War Studies*, comme ils existent ailleurs dans le monde depuis un demi-siècle.

Dans les milieux militaires, le défi principal est l'attractivité de la recherche. Pour des raisons compréhensibles dans un contexte de surchauffe opérationnelle des armées, les plus hauts potentiels sont orientés vers des postes de commandement, d'état-major ou de cabinet, et passer même quelques années à faire de la recherche n'est généralement pas valorisé dans la carrière. C'est pourquoi, contrairement aux États-Unis, par exemple, les militaires docteurs ou doctorants sont rares en France.

Néanmoins, l'internationalisation croissante de nos officiers supérieurs les expose de plus en plus à des collègues étrangers docteurs, voire à certains postes dans les organisations internationales pour lesquels le doctorat est valorisé, ou même exigé. Il faut espérer que cela finira par améliorer l'image du doctorat et, au-delà, de la recherche au sein des armées.

D'une manière générale, les résistances sont nombreuses mais la dynamique actuelle est puissante et elle va dans le sens de l'histoire. Les *War Studies* existent depuis longtemps ailleurs et se renforcent partout. La France a pris le train en marche mais elle l'a pris. L'accélération des dernières années est évidente et, tant que l'avenir sera gros de menaces, étudier la guerre restera une priorité.

L'IRSEM est devenu le premier centre d'études sur la guerre dans le monde francophone, avec une trentaine de chercheurs permanents et autant de doctorants associés. Il sert parfois de modèle à certains de nos alliés – aux Allemands, par exemple, pour créer le GIDS (German Institute for Defence and Strategic Studies), l'année dernière.

Nous devons en être fiers et protéger, valoriser, cette formule originale d'avoir un institut de recherche au sein même du ministère des Armées dont l'équipe de recherche est composée à 80 % de civils docteurs, issus de l'université, et qui jouissent d'une indépendance éditoriale. J'insiste sur ce point, qui n'est pas toujours connu à l'extérieur : l'IRSEM n'est certes pas *financièrement* indépendant puisqu'il fait partie du ministère mais il reste *éditorialement* indépendant au sens où nos productions ne sont pas relues par d'autres instances ministérielles avant de paraître, et où d'ailleurs et pour cette raison nos propos n'engagent pas le ministère.

Cette position de juste milieu, un pied dedans, un pied dehors, est précisément ce qui fait la valeur ajoutée de l'IRSEM. J'y suis personnellement très attaché, étant passé par l'université, notamment le département de *War Studies* du King's College de Londres, puis par le Quai d'Orsay avant de rejoindre la Défense.

Mais cette posture hybride nous place également dans une tension permanente, et nous expose au risque de l'aporie, c'est-à-dire, du point de vue du ministère, d'être trop tournés vers l'extérieur pour être utiles opérationnellement et, du point de vue de l'université, d'être trop mêlés à l'intérieur pour être crédibles scientifiquement. À vouloir jouer sur les deux tableaux, comme un équilibriste, le risque est finalement d'échouer à satisfaire l'un des deux, voire les deux.

Ce risque inhérent à notre identité est aussi ce qui fait notre richesse. Les chercheurs qui nous rejoignent ont l'occasion unique de travailler au quotidien avec des militaires et des civils de la Défense, ils contribuent aux réflexions du ministère, à la production de doctrine et parfois à des initiatives très concrètes. Ils acquièrent des connaissances qu'ils n'auraient pas à l'extérieur. Réciproquement, les militaires et civils de la Défense qui passent par l'IRSEM baignent dans un environnement universitaire qui les incite à penser « en dehors de la boîte ». Je suis convaincu que ce mélange, cette complémentarité, est la bonne formule.

Et pour la préserver, le soutien de la DGRIS et du cabinet sont essentiels. J'en profite pour remercier le directeur de cabinet, Martin Briens, dont l'intérêt pour la recherche est sincère et constant.

Beaucoup reste à faire cependant, pour faire de l'IRSEM l'embryon du département de *War Studies* qui nous manque depuis un demi-siècle, et le rapprocher de ses homologues européens pour œuvrer à la construction d'une culture stratégique commune. C'est le double objectif que nous nous fixons pour les deux prochaines années.

Merci à tous, de votre présence pour cet anniversaire, de votre participation à cet événement. Merci encore, madame la ministre, d'en avoir fait l'ouverture. Merci à l'équipe de l'IRSEM de s'être mobilisée pour son organisation, en particulier la chargée de communication Hélène Rolet, que je salue tout particulièrement puisqu'elle nous quitte ce soir, pour rejoindre un autre service du ministère, et qu'elle a joué un rôle important dans le gain de visibilité de l'IRSEM ces deux dernières années.

J'aimerais le dire de la façon la plus simple possible : l'équipe de l'IRSEM est formidable. J'ai la chance, dans l'équipe de direction, d'être épaulé par le commissaire général Etienne Vuillermet et le professeur Jean-Vincent Holeindre. L'équipe de recherche, qui constitue le gros des troupes, est pilotée par cinq directeurs de domaine. Et l'équipe du soutien par Caroline Verstappen, qui connaît l'IRSEM depuis son origine et a donc particulièrement contribué à l'organisation de cet événement. Cette équipe est dynamique, motivée, et elle a consenti des efforts considérables – parfois même des sacrifices – pour réaliser la montée en puissance de l'IRSEM, avec des défis logistiques de plus en plus élevés.

Nous organisons désormais plus de 90 événements par an, à Paris, en province et à l'étranger, du colloque scientifique au séminaire fermé en passant par des exercices de diplomatie de Défense comme lorsque nous avons reçu, à leur demande et dans cette salle, les ministres de la défense du Japon et de l'Inde.

Nos productions écrites sont également plus nombreuses. Non seulement les notes et les études en libre accès sur le site internet de l'IRSEM, mais aussi notre revue scientifique *Les Champs de Mars*, désormais publiée aux Presses de Sciences Po. Le dernier numéro vient d'ailleurs de paraître, sur les coopérations de défense au XXI^{e} siècle, et il a été entièrement dirigé par deux doctorantes prometteuses, Camille Morel et Fredericke Richter, qui ont fait un travail formidable.

Enfin, un mot particulier pour rendre hommage à Barbara Jankowski, chercheuse Sociologie des forces armées, qui a organisé cet événement. Barbara fait partie de l'IRSEM depuis son origine, en 2009, elle faisait même partie de l'un des ancêtres de l'IRSEM, le C2SD, que le professeur Vennesson qui nous fait l'honneur de venir de Singapour a dirigé. Barbara était donc la personne idoine pour bâtir le programme des 10 ans de l'IRSEM.

Une autre raison donne à cet événement une signification particulière pour elle : elle nous quitte dans moins de deux mois pour prendre sa retraite – administrativement parlant bien sûr car scientifiquement nul ne doute qu'elle restera productive. Merci à toi, Barbara, pour ton travail, ton investissement et ta fidélité. Tu nous manqueras.

Nous allons maintenant réfléchir ensemble, dans deux tables rondes, au passé et à l'avenir de la recherche stratégique en France, avec une douzaine de chercheurs qui ont tous un lien avec l'IRSEM. Je les remercie bien chaleureusement de leur participation – en particulier ceux d'entre eux qui sont venus de loin – et je vous souhaite une excellente soirée en leur compagnie, en espérant vous retrouver à partir de 19h30 en Rotonde pour le cocktail auquel vous êtes tous conviés.

Merci de votre attention.

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER
Directeur de l'Institut de recherche
stratégique de l'École militaire (IRSEM)